



Kaléidoscope

Revue mensuelle des publications sur le développement

Recherche et Gestion des Savoirs
RGS/AGC

Numéro 6 - Septembre 2003

Editorial

A Cancún, comment réguler les interdépendances ?

A moins de deux semaines du début de la Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Cancun (10-14 septembre), les 146 représentants des pays membres ont adopté un compromis sur l'accès des pays en voie de développement aux médicaments génériques pour traiter les victimes de maladies infectieuses telles que le sida, la tuberculose ou le paludisme. Au point mort depuis décembre 2002 et bloqué par les Etats-Unis, soumis à la pression de son industrie pharmaceutique, ce dossier représentait un obstacle à toutes négociations pour la libéralisation du commerce international menée par l'OMC. La conclusion de cet accord, dont l'OMS espère une application rapide, remet sur le devant de la scène plusieurs dossiers importants.

Les principales questions abordées à Cancún concerneront donc l'agriculture, secteur sur lequel des propositions chiffrées devront être données, la poursuite des négociations sur l'accès au marché pour les produits industriels et les "thèmes de Singapour" (investissement, politique de concurrence, achats publics et facilitation des échanges).

Aussi, le conseil général de l'Organisation a rendu public le 24 août un projet révisé de déclaration finale, censée clôturer la conférence. Ce document propose des cadres le plus souvent non chiffrés et tente de formuler un certain nombre de compromis en particulier dans le domaine de l'agriculture. Ce texte reprend des éléments du plan commun de l'Union européenne et des Etats publiés le 13 août dernier et tient également compte des avis des pays en développement. Sont ainsi à souligner la mention concernant l'initiative sectorielle sur le coton ainsi que les références à la dépendance envers les matières premières agricoles d'un grand nombre de PED et la volatilité de leurs cours, préoccupations défendues principalement par l'Union européenne.

En réaction à ce projet de déclaration, les pays membres ont réitéré des positions déjà connues. Plusieurs pays du groupe de Cairns (17 pays agro-exportateurs, dont l'Afrique du Sud, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada et la Thaïlande) et de nombreux pays en développement se sont plaints que ce projet soit encore trop proche de la proposition conjointe UE/USA apportant peu d'éléments sur l'élimination définitive des subventions à l'exportation ou sur la réduction des soutiens internes à la production. Plusieurs pays développés, dont ceux de l'UE et les Etats-Unis, ont, pour leur part, critiqué ce texte qui créerait un système à deux niveaux dans lequel les PED auraient beaucoup moins d'obligations que les autres.

Devant tant de divergences d'appréciation sur le contenu du projet de déclaration, beaucoup des représentants des pays membres estiment qu'un accord à minima sera adopté à Cancún pour éviter de rééditer l'échec de la conférence de Seattle en 1999. *Ch.S / BN*

http://www.wto.org/french/thewto_f/minist_f/min03_f/min03_f.htm

http://www.wto.org/french/news_f/pres03_f/pr348_f.htm

http://europa.eu.int/comm/press_room/presspacks/cancun/pp_cancun_en.html

Dans ce numéro

L'EAU

Perspectives des rivières africaines
Micro-crédit pour l'eau et l'assainissement
Partenariats public-privé en zone urbaine
Agenda

LA TERRE

Les marchés mondiaux en 2003
Etude prospective du secteur forestier en
Afrique
Politique européenne de lutte contre les
effets du changement climatique
Agenda

LES HOMMES

NTIC et santé dans le cadre du NEPAD
Face à la pandémie du VIH/sida
Cadres stratégiques de lutte contre la
pauvreté et la cohérence temporelle
Agenda

LES ORGANISATIONS

Commerce équitable : un pari
Commerce et développement
FMI/Banque mondiale : le tournant
politique
Agenda

DROIT, REGULATION

Mondialisation et gouvernance mondiale
Biens publics mondiaux et patrimoines
Rôle du secteur privé dans la résolution
des crises financières
Agenda

GEOGRAPHIES

Afrique subsaharienne, géographie du
changement
DOM, régions ultra-périphériques de
l'Europe
Développement des compétences et
marché du travail en Afrique du Sud
Agenda

Sources

L'EAU

➤ L'ouvrage

Africa's International Rivers : An Economic Perspective - Les rivières africaines : une perspective économique - Grey, D.; Sadoff, C. - Banque mondiale , 2002 - 81 p. - Cote U3.128

Plus de 60 rivières traversent le continent africain. Avec l'augmentation de la population et le développement des économies, ces rivières doivent être aménagées et gérées pour répondre aux besoins. Le défi fondamental pour le développement de ces eaux sera d'en faire un partage équitable du point de vue environnemental et social afin qu'il puisse servir le développement économique du continent. La première partie de cet ouvrage donne une large vue d'ensemble des nombreuses rivières partagées en Afrique et offre quelques propositions relatives à la dynamique riveraine et à la faisabilité de gestion coopérative. La deuxième partie évalue l'économie des rivières internationales et explore les liaisons entre la gestion des ressources en eau, la croissance économique et la pauvreté. Le concept d'eau comme bien économique et les implications que cela a en matière de gestion sont étudiés également. Enfin, cet ouvrage explore les défis de la mise en coopérative des ressources en eau et de leur gestion transfrontière.

➤ Le rapport web

Le micro crédit pour l'eau et l'assainissement - International Water And Sanitation Center (IRC), 2003 - 71 p.

Ce document tire les leçons de l'expérience acquise dans les autres secteurs, grâce à la consultation et l'étude de près de 80 publications sur le thème couvrant l'ensemble des pays en voie de développement, ainsi que de l'analyse d'un éventail de différents mécanismes de micro-crédit. Il comprend trois parties : la première, relative à la justification du recours à des systèmes de micro-crédit au profit des populations des zones rurales et périurbaines, particulièrement en ce qui concerne le domaine de l'eau et de l'assainissement. La deuxième partie relative à l'analyse du fonctionnement d'un système de micro-crédit liées au système : malgré la diversité des mécanismes décrits, l'IRC a pu y opérer une classification des systèmes de micro-crédit en distinguant basiquement trois approches : l'approche bancaire, l'approche associative et l'approche individuelle. La troisième partie se rapporte à la pertinence de tels systèmes de crédit en faveur des programmes d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement et conduit à évoquer des réalisations déjà faites dans ce domaine et de faire des propositions d'amélioration pour l'avenir du financement des systèmes d'adduction d'eau et d'assainissement locaux.

<http://www.irc.nl/products/publications/online/op28f/index.html>

➤ L'article

Les partenariats public-privé dans le secteur de l'eau en zone urbaine Synthèses OCDE, juin 2003 - 8 p. - Cote COLL

Cet article explique pourquoi les décideurs s'intéressent aux partenariats public-privé (PPP), où en est leur pratique, décrit les principaux obstacles que rencontrent leur mise en place dans les pays en développement. Il s'interroge sur leurs perspectives de développement dans le secteur de l'eau en zone urbaine. En effet, actuellement près de 10 % des PPP ont été réalisés dans les pays à revenu élevé ou intermédiaire laissant en marge la plupart des pays les moins avancés car "il n'existe qu'un nombre limité d'opérateurs internationaux dans le secteur de l'eau". La mobilisation de nouveaux acteurs dans le secteur privé dans les PED et des PME dans les pays de l'OCDE pourrait contribuer à élargir les perspectives de développement futur des PPP.

➤ L'agenda

- *Sixième Sommet de l'Information sur l'Eau (WIS 6), 9-17 septembre 2003, Delft, Pays-Bas*
- *54^{ème} Conseil Exécutif de la CIID et 20^{ème} Conférence Régionale Européenne - "Irrigation and Allocation Conflicts in the Euromedit Region", 14-19 septembre 2003, Montpellier, France*
- *Colloque international "Oasis, Eau et Population", 22-24 septembre 2003, Biskra, Algérie*
- *Colloque "Fiabilité des réseaux d'assainissement", 29-30 septembre 2003, Paris, France*
- *Première Journée mondiale du contrôle de l'eau, 18 octobre 2003*

LA TERRE

➤ L'ouvrage

Les marchés mondiaux en 2003 : le Cyclope - Economica, 2003 - 533 p. - Cote PRD

Ce rapport 2003 consacre sa première partie à une analyse des faits marquants de l'année sous le signe de la mondialisation. Sommet de Johannesburg, réforme de la Politique Agricole Commune, affaire Metaleurop, négociations de l'OMC et cycle de Doha, et incertitude du monde en marche vers la guerre en Irak. La deuxième partie procède à une analyse exhaustive de tous les marchés de commodités : marchés financiers, grains et agriculture tempérés, produits tropicaux, produits de la mer, minerais et métaux, énergie, grands marchés industriels, services mais aussi à celui du marché de l'art.

➤ Le rapport web

Etude prospective du secteur forestier en Afrique. Rapport régional - opportunités et défis à l'horizon 2020 - FAO, 2003 - 94 p. - Cote A3.089

Ce rapport régional fournit une vue d'ensemble des options et des défis à relever pour renforcer la contribution du secteur forestier au développement durable de l'Afrique, dans le contexte des changements politiques et institutionnels, démographiques, économiques, technologiques et environnementaux. Sur la base d'un examen de l'impact des facteurs de changement et des scénarios probables, il donne une indication de ce qui pourrait arriver d'ici à 2020. En effet, au cours de cette période, la population devrait augmenter d'au moins 388 millions d'habitants provoquant l'intensification de la demande de terres agricoles et de produits forestiers. Les défrichements et la surexploitation forestière auront un impact très lourd sur l'avenir du couvert forestier qui devrait continuer de diminuer au même rythme qu'entre 1990 et 2000. Les priorités et les stratégies permettant de renforcer la contribution du secteur forestier au bien-être social et économique sont ainsi proposées.

<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/005/y4521f/y4521f00.pdf>

- **Lire aussi** la Revue de presse thématique n° 25 de RGS sur "Forêts et pays du sud", janvier 2003

➤ L'article

La Commission européenne adopte de nouvelles mesures pour combattre le changement climatique au niveau planétaire - Communiqué de presse de l'UE, 2003 - 3 p. - Cote COLL

La Commission européenne a adopté le 23 juillet une nouvelle initiative visant à combattre les effets du changement climatique au niveau planétaire. Cette proposition de directive permettra aux entreprises européennes de mener, partout dans le monde, des projets de réduction des émissions de CO₂ et de convertir les crédits d'émission ainsi obtenus en quotas négociables dans le système européen d'échange de quotas d'émission. La proposition s'appuie sur deux mécanismes souples de marché prévus par le protocole de Kyoto : la «mise en œuvre conjointe» et le «mécanisme de développement propre». Le but de ces mécanismes est d'atteindre, par des méthodes efficaces et économiques, les objectifs de réduction des émissions fixés à l'échelle planétaire, moyennant le transfert de technologies de pointe vers d'autres pays industrialisés ou en développement.

- **Lire aussi** l'étude de RGS sur "Effet de serres et MDP", juin 2003

➤ L'agenda

- *Conférence internationale sur les stratégies d'urbanisation durables (UN-Habitat), 2-4 septembre 2003, Weihai, Chine*
- *Congrès du gaz, 9-11 septembre 2003, Paris, France*
- *XIIème Congrès forestier mondial (FAO), 21-28 septembre 2003, Québec, Canada*
- *6ème Congrès international des bois tropicaux, 23-27 septembre 2003, Belém-Para, Brésil*
- *Troisième conférence internationale sur le changement climatique (PNUE, OME), 29 septembre-3 octobre 2003, Moscou, Russie*

LES HOMMES

➤ L'ouvrage

Les nouvelles technologies de l'information au service de la santé en Afrique dans le cadre du NEPAD - Alajouanine, G ; Grebot, E. - PUF, 2003 - 164 p. - H1.224

Pourquoi les pays les moins avancés n'auraient pas le droit au meilleur de la technologie et pourquoi ils ne s'approprieraient pas ces avancées du savoir ? Cet ouvrage invite les pays industriels à saisir la nouvelle conjoncture mondiale offerte par le Nouveau partenariat de l'Afrique (NEPAD) afin de gagner, entre autres, le combat contre le drame de la mortalité maternelle et infantile dans les pays africains et d'atteindre le but d'une "maternité à moindre risque". L'ouvrage postule par ailleurs qu'une des causes essentielles de la pauvreté est l'isolement. Sur cette base, il affirme que la télémédecine satellitaire peut favoriser un accès équitable à la santé dans les zones les plus enclavées. Mettre la haute technologie au service de la santé pour tous, tel est l'objectif audacieux testé par exemple dans la région de Tambacouda au Sénégal. Deux expérimentations menées par la Force d'intervention sanitaire autoportée (FISSA) s'y sont en effet avérées concluantes.

➤ Le rapport web

Face à la pandémie du VIH/sida - Population Référence Bureau, Vol. 57, n° 3, septembre 2003 - 43 p.

Nous entamons la troisième décennie d'une épidémie qui pourrait être la plus désastreuse de toute l'histoire de l'humanité : le VIH/sida. Outre les 20 millions de personnes qui sont déjà mortes du sida, la majorité des 40 millions de personnes qui vivent à présent avec le VIH vont probablement voir réduire de dix ans leur espérance de vie naturelle. Chaque jour 14.000 personnes deviennent séropositives. Or, au moment où pourrait se débloquer le contentieux international sur les médicaments génériques, la pandémie mondiale ne montre aucun signe de ralentissement. Cette brochure propose un état des lieux de la situation. Elle fait le constat que la maladie est entraînant d'anéantir les progrès réalisés au cours des cinq dernières décennies dans la santé et le développement des pays les moins avancés. Elle propose des tableaux et projections mesurant les effets de la maladie sur la population et la santé ainsi que son impact social et économique.

<http://www.prb.org/FrenchTemplate.cfm?Section=Accueil&template=NewInterestDisplay.cfm&InterestCategoryID=633>

➤ L'article

Les cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté et la cohérence temporelle - Cogneau, D. - GEMDEV, 2003 - 29 p. - Cote COLL

Selon l'auteur, le "Document stratégique de réduction de la pauvreté" (DSRP) cherche à faire acquiescer aux réformes mises en œuvre une "légitimité démocratique, d'un autre ordre que celle de la pure rationalité bureaucratique". Il cherche à analyser l'offre de justice implicitement proposée. Il réinterprète l'objectif de réduction de la pauvreté multidimensionnelle comme la combinaison de deux exigences : une certaine égalisation des chances sociales intergénérationnelles d'une part, et une certaine redistribution des ressources au sein des générations adultes d'autre part. Il défend que si elles souhaitent être fidèles à leur philosophie de départ, les nouvelles politiques élaborées dans les pays les plus pauvres de la planète doivent considérer scrupuleusement les facteurs de mobilité hors de la pauvreté et accepter les redistributions contemporaines du revenu qu'implique l'accroissement de cette mobilité. Sont ensuite tirées les conséquences en termes de politique économique de la nécessaire "dynamisation" du processus engagé de réduction de la pauvreté.

➤ L'agenda

- *L'éducation, priorité du développement, 1-4 septembre, Wilton Park, Royaume-Uni*
- *Autoroutes de l'information en Afrique, 2-4 septembre 2003, Grahamstown, Afrique du Sud*
- *Conférence ministérielle francophone sur la société de l'information, 4-5 septembre 2003, Rabat, Maroc*
- *34ème session extraordinaire des Nations unies consacrée aux enfants, 15 septembre-3 octobre 2003, Montréal, Canada*
- *2ème Conférence internationale sur les impacts des facteurs environnementaux sur la santé, 17-19 septembre 2003, Catania, Italie*
- *Conférence internationale sur le VIH/SIDA et les MST en Afrique (ICASA), 21-26 septembre 2003, Nairobi, Kenya*

LES ORGANISATIONS

➤ L'ouvrage

Le pari du commerce équitable : mondialisation et développement durable - Lecomte, T. - Editions d'Organisation, 2003 - 370 p. - Cote C.162

Le commerce équitable est une forme de commerce mondial qui consiste à travailler avec des groupes de petits producteurs défavorisés, à travers une approche solidaire et durable. Celle-ci comprend en particulier le paiement d'un prix décent, le respect des personnes et de leur environnement afin de favoriser l'essor de leurs activités. Dans cet ouvrage, l'auteur propose de démontrer comment, du producteur au consommateur, en passant par ceux qui importent et distribuent des produits, faire du commerce équitable un pari réussi pour tous. Des outils méthodologiques détaillés, des carnets de routes et des témoignages d'acteurs du marché guident dans cette thèse. Les enjeux du pari (cible, contexte, cadre international) sont expliqués et une réponse est proposée (appui aux petits producteurs, critères et chartes du commerce équitable). L'auteur démontre notamment comment offrir à la fois aux pays du Nord d'excellentes perspectives de développement grâce aux circuits de commercialisation et à la forte demande des consommateurs et à ceux du Sud un développement des petits producteurs et des régions d'origine des produits.

➤ Le rapport web

Trade for Development - World Bank Institute - Commerce et développement - Institut de la Banque Mondiale, 2003 - 65 p.

Ce rapport regroupe dix articles. L'un d'eux traite notamment des réformes commerciales qui pourraient stimuler la croissance dans les pays à faible revenu en supprimant les barrières douanières. Un autre traite du cas du Cambodge dont l'économie a été tirée par le haut par les mesures prises par les autorités du pays et qui est candidat à l'OMC, tandis qu'un troisième défend que des subventions agricoles des pays industrialisés pénalisent les exploitants des pays en développement. Les autres articles traitent successivement du protectionnisme, de la libéralisation économique, des infrastructures et des pays qui, comme la Chine, ont réussi leur entrée dans l'OMC.

<http://www1.worldbank.org/devoutreach>

➤ L'article

FMI, Banque mondiale : le tournant politique - Chavagneux, Ch. - Revue d'Economie Financière, n°70, 2003 - pp. 209-218 - Cote COLL

Selon l'auteur, le FMI et la Banque mondiale ont été créés sur la base d'un faux-semblant qui peut se résumer de la façon suivante : il est possible d'organiser une intervention financière publique internationale sur la base unique de considérations techniques, économiques, sans aucune considération de nature politique. L'histoire des deux institutions, les nombreux échecs de leurs interventions et la contestation théorique de leur modèle économique de base ont, selon l'auteur, mis à mal ce faux-semblant. Face à cette remise en cause de leur légitimité, FMI et Banque mondiale ont donc réagi. Depuis la fin des années 1990, non seulement ces organisations acceptent de reconnaître la nature intrinsèquement politique de leurs interventions mais elles la revendiquent. "Malheureusement l'auteur défend que les premiers signes de la mise en œuvre concrète de cette nouvelle orientation peinent à convaincre". C'est cette évolution conceptuelle et opérationnelle que cet article se propose de décrire.

➤ L'agenda

- *Lancement du rapport sur l'investissement dans le monde 2003 - CNUCED, 4 septembre 2003, Genève, Suisse et dans différentes capitales*
- *56^{ème} Conférence annuelle des Organisations non gouvernementales associées avec le Département de l'information des Nations unies, 8-10 septembre 2003, New York, Etats-Unis*
- *Avantages comparatifs de l'Union européenne en matière d'APD - ODI, 23 septembre 2003, Apgood, Londres*
- *Meetings annuels 2003 Banque mondiale, FMI, 23-24 septembre 2003, Dubaï, Emirats Arabes Unis*

DROIT, REGULATION

➤ L'ouvrage

Mondialisation et gouvernance mondiale - Collectif SLD Laroche, J. - PUF, 2003 - 262 p. - Cote E3.086

La mondialisation se caractérise aujourd'hui par une imbrication étroite de l'économie au politique et par une disparition de la dichotomie domestique/international. Dans ce contexte, cet ouvrage collectif (Michalet, Andreff, Rainelli, Coussy, Boniface, Withol de Wenden, Musso, Siméant, Boisseau du Rocher, Cartapanis, Favarel-Garrigues, Lascoumes, Smouts, Constantin, Dixneuf, Venesson, Ryfman, Devin et Gautier) a pour ambition de répondre à nombre de questions essentielles posées par ce processus. Ainsi, il s'interroge pour savoir si la globalisation des échanges se trouve à l'origine d'une reconversion ou d'un repli de l'Etat ou si elle induit au contraire son retour. Il tente par ailleurs de comprendre la montée en puissance des diplomaties non étatiques et de la criminalité transnationale. Il souligne ses doutes sur la capacité de concilier une logique de marché mondialisé fondée sur la recherche de la croissance et du profit avec une véritable protection des biens publics mondiaux. En conclusion, il pose que si la mondialisation de l'économie de marché s'accompagne d'une restructuration favorable de l'ordre juridique international, on peut en revanche s'interroger sur l'effectivité du droit et sur le potentiel d'adhésion des acteurs de sociétés si diverses à travers le monde, à une communauté de valeurs universelles.

➤ Le rapport web

L'économie éthique publique : biens publics mondiaux et patrimoines communs - Hugon, P. - UNESCO, 2003 - 80 p.

Ce rapport, le troisième d'une nouvelle série initiée par le Conseil exécutif de l'UNESCO, a été réalisé dans le cadre du programme interdisciplinaire "Ethique de l'économie" et répond à l'objectif général d'humanisation de la mondialisation. Il défend que la mondialisation en cours se traduit par une libéralisation et une privatisation de nombreux services et un essor des interdépendances globales qui finissent par dépasser les capacités de régulation nationale. Il rappelle à cet égard, qu'au sein de l'OMC, les accords généraux sur le commerce et les services concernent aujourd'hui aussi l'eau, la culture et la santé et qu'un accord de libéralisation sur ces secteurs consisterait à aligner les subventions reçues par les organismes publics et privés et à favoriser la concurrence d'opérateurs étrangers sur les marchés domestiques de services publics. Après avoir analysé les différentes définitions des biens publics au regard de la théorie économique, ce rapport propose d'opérer la gestion des biens collectifs selon un double principe éthique, d'équité intergénérationnelle et d'incertitude qui rend alors essentiels les concepts de bien public mondial et de patrimoine commun, concepts qui fondent les actions de l'Unesco depuis déjà de nombreuses années.

http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001305/130599f.pdf#xml=http://unesdoc.unesco.org/ulis/cgi-bin/ulis.pl?database=ged&set=3F005241_3_48&hits_rec=2&hits_lng=fre

➤ L'article

Le rôle du secteur privé dans la résolution des crises financières : où en sommes-nous ? - Cline, W. R. - Revue d'Economie Financière, n° 70, 2003 - pp. 129-145 - Cote COLL

Cet article fait le point sur le rôle du secteur privé dans la résolution des crises financières sur les marchés émergents. Dans un premier temps, il propose un cadre conceptuel relatif à l'interaction entre les bailleurs de fonds privés, les emprunteurs souverains et les institutions financières internationales. Les modalités de la participation du secteur privé dans la résolution des crises majeures de ces dernières années ainsi que l'évolution des politiques mises en place en la matière, le statut des concepts de MRDS et de clauses d'action collective concernant les obligations des débiteurs sont ensuite examinés. Enfin, prenant en compte l'importance des leçons à tirer du cas argentin, l'auteur tente de dégager les principaux éléments d'une politique équilibrée permettant d'aller de l'avant dans le partage des risques et l'équité.

➤ L'agenda

- *5^{ème} conférence internationale sur les démocraties nouvelles et reconstituées, 10-12 septembre 2003, Ulaanbaatar, Mongolie*
- *Conférence sur la gouvernance dans la nouvelle europ - European Consortium for Political Research (ECPR), 18-21 septembre 2003 - Marburg, Allemagne*
- *Groupe de travail international sur les biens publics mondiaux, 25-26 septembre, Université de Yale, Etats-Unis*
- *Groupe d'action financière -1^{ère} réunion plénière du GAFI-XX, 29 septembre-3 octobre 2003*

GEOGRAPHIES

➤ L'ouvrage

L'Afrique subsaharienne : une géographie du changement - Dubresson, A. ; Raison, J. P. - ARMAND COLLIN, 2003 - 246 p. - Cote ZAS.068

Dans une période marquée par un certain afro-pessimisme, cet ouvrage propose une vision d'espoir. En effet, les auteurs y défendent que si l'Afrique subsaharienne traverse une crise profonde, elle n'en est pas pour autant une terre qui meure, mais plutôt un continent qui change. Certes, ceux-ci reconnaissent que son avenir est préoccupant ; faiblesses économiques et politiques, famines et conflits, croissance démographique non maîtrisée, incertitudes climatiques, progression des épidémies, mais ces évolutions constituent à leur avis des moteurs de changements. L'ouvrage aborde cette question par une approche géographique des blocages de l'économie de rente et de la crise consécutive d'Etats inscrits dans une tendance démographique de long terme dont les conséquences sont considérables pour l'ensemble des structures sociales et spatiales africaines. Il envisage les mutations en cours des villes et des campagnes en montrant que l'économie de la survie n'exclut pas la modernisation, les paysans assumant leur croissance démographique tout en continuant à nourrir des villes dont les habitants sont à la recherche de nouvelles voies d'urbanité. Cet ouvrage s'intéresse aussi au foisonnement de la sphère du religieux et à ses conséquences spatiales ainsi qu'aux aptitudes d'intégration régionale ou à l'économie mondiale.

➤ Le rapport web

Les Départements d'Outre-Mer, régions ultra-périphériques et traits-d'Union de l'Europe - Virapoullé, J. P. - SENAT, 2003

Ce rapport sénatorial au Premier Ministre traite de la stratégie de mise en œuvre de l'article 299§2 du Traité d'Amsterdam pour les départements français d'outre-mer. Il préconise l'intégration des régions ultra-périphériques de façon équitable, durable et efficace au sein de l'Union européenne en consolidant leur statut institutionnel dans la future Constitution européenne. Il expose les motifs de la nécessité d'un article spécifique à ces régions. Il fait état du caractère permanent et structurel des handicaps propres aux régions ultra périphériques, facteurs de déstabilisation économique, qui constituent un frein important au développement. Il évoque enfin l'opportunité d'engager des négociations avec les Etats membres de l'Union et les instances européennes, visant à l'intégration de Mayotte dans le territoire de l'Union et son classement en R.U.P., afin d'assurer son éligibilité au financement des différents fonds structurels communautaires, les élus mahorais désirant pour leur part s'engager résolument dans cette voie de l'harmonisation et de l'intégration à l'Europe.

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/034000133/0000.pdf>

➤ L'article

Le développement des compétences et du marché du travail en Afrique du Sud - Brown, M. ; Meyer, J.-B. Problèmes Economiques, n° 2807 - pp. 26-32 - Cote COLL

Le marché du travail sud-africain a été souvent décrit comme un marché du travail dual. Le gouvernement a introduit un ensemble de mesures pour corriger ce déséquilibre. Depuis le début de la transition démocratique, les politiques d'enseignement visent à favoriser l'intégration entre éducation et formation professionnelle. S'il est nécessaire, pour rendre l'économie plus compétitive, que le système éducatif produise suffisamment de diplômés, son objectif premier doit néanmoins rester la réduction des inégalités caractérisant l'enseignement et le marché du travail. L'analyse des différents processus de politique éducative en Afrique du Sud, à commencer par le rapport De Lange, projet initié par le gouvernement de l'apartheid, fait apparaître une évolution dans la politique éducative. En effet, ces différents processus, quoique très différents au niveau des acteurs impliqués et donc des motivations sous-jacentes, convergent tous vers un même point : l'orientation vers l'enseignement professionnel et l'intégration de la formation formelle et non formelle.

➤ L'agenda

- ***Firmes françaises et black business - Département économique de l'ambassade de France en Afrique du Sud et French South African Chamber of Commerce and Industrie (FSACCI), 10 septembre 2003, Afrique du Sud***
- ***Réunion des Hauts Fonctionnaires / Comité Euromed, 24-25 septembre 2003, Bruxelles, Belgique***
- ***3^{ème} Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD III), PNUD, 29 septembre-1^{er} octobre 2003, Tokyo, Japon***
- ***Conférence annuelle "Africa Upstream", 2-4 octobre 2003, Le Cap, Afrique du Sud***
- ***Journées nordiques sur l'Afrique, 3-5 octobre 2003, Uppsala, Suède***

Cette revue mensuelle des publications sur le développement prend le relais de Pressedoc, synthèse hebdomadaire d'informations externes du groupe de l'AFD dont la parution a été arrêtée en décembre 2002. Elle a pour ambition de donner, chaque mois de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement économique et de la lutte contre la pauvreté. Elle complète d'autres supports d'information ou d'analyse du groupe - internes ou externes - développés récemment ou en cours d'élaboration. Elle mettra chaque mois l'accent sur l'événement majeur de la période, dans une logique de gestion des connaissances et d'anticipation. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et **n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD** :

A propos ■ Africa confidential ■ African business magazine ■ African review of money finance and banking ■ Afrique agriculture ■ Afrique éducation ■ Aghrymet ■ Bulletin Alter-agri ■ Alternatives économiques ■ Alternatives internationales ■ Arabies ■ Archimède et Léonard ■ Les carnets de l'Aitec ■ Ashgate ■ Assexport ■ Autrepart ■ Aventure au XXème siècle ■ Banque magazine ■ Bois et forêts des tropiques ■ Bulletin de l'Union européenne ■ Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria ■ Bulletin du club du Sahel ■ Bulletin du Conseil général du Gref ■ Bulletin du Fmi ■ Bulletin du Parlement européen ■ Bulletin économie solidaire Ires ■ Bulletin Medcoop ■ Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse ■ Bulletin Objectif Terre ■ Bulletin officiel de la Banque de France ■ Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (Ieom) ■ Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (Iedom) ■ Bulletin tropical Cahiers/agriculture ■ Les Cahiers de l'Ifri ■ Les Cahiers de l'Outre-mer ■ Les Cahiers d'études et de recherches francophones ■ Cambridge Journal of Economies ■ Choix ■ La chronique Amnesty International ■ Commerce international du bois ■ Le Courrier de la planète ■ Le Courrier des Pays de l'est ■ Le Courrier du maire ■ Critique internationale ■ Déchets, sciences et technique ■ Diagoflash ■ Dialogue ■ Eau potable ■ Ecoliers du monde ■ Economia ■ Economica ■ Economie et humanisme ■ Economie et prévision ■ Economie et sociétés ■ Economie et statistique ■ Economie internationale ■ L'Economie politique ■ Economie rurale ■ Energie plus environnement et techniques ■ L'Environnement magazine, décision environnement ■ Revue études ■ Les études de la Dgcid ■ Etudes foncières ■ L'Expansion Management Review ■ Eyrolles ■ Faim et développement magazine ■ Far Eastern Economic Review ■ Finances et développement ■ Bulletin d'information forêt méditerranéenne ■ Forum du commerce international ■ Fraternel ■ Fruitrop ■ Gafi – bulletin d'informations ■ Géopolitique ■ Gérer et comprendre - annales des mines ■ Grain de sel ■ Gret ■ L'Harmattan ■ Health Policy and Planning ■ Hérodote ■ Hommes & migrations ■ Hydro plus magazine ■ Industry and Environment ■ Infosuma ■ Insee première ■ International Rubber Digest ■ IRD ■ Journal des Communautés européennes ■ Journal of African Economies ■ Journal of Microfinance ■ Khartala ■ Lettre Africa Energy Intelligence ■ Lettre d'information de l'Adea ■ Lettre d'information de l'Eadi ■ Lettre de conjoncture Bnp Paribas ■ Lettre de la profession bancaire ■ Lettre de l'Atibt ■ Lettre de l'Isted ■ Lettre de l'Océan indien ■ Lettre de Profession politique ■ Lettre de transparence ■ Lettre du blanchiment ■ Lettre du Cean ■ Lettre du Cepii ■ Lettre du Sahel ■ Lettre Gereso ■ Lettre mensuelle d'Equilibre et populations ■ Lettre mensuelle Ieom ■ Lettre mensuelle Iedom ■ Liaisons énergies francophonie ■ Litec ■ Maghreb sélection ■ Marchés des céréales ■ Marchés du riz ■ Le Marin ■ Middle East Economic Digest ■ Mining journal ■ Le Moci ■ Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment ■ Nord- Sud Export ■ Les Notes bleues de Bercy ■ Note de conjoncture de l'Insee ■ Notes et études documentaires ■ Notes rapides de l'Aurif ■ Les Nouvelles calédoniennes ■ Les Nouvelles d'Addis ■ Nouvelles de l'Uit ■ Nouvelles du sud ■ Nouvelles économiques et financières de Tunisie ■ Les Nouvelles de l'Office international de l'eau ■ L'Observateur de l'Ocde ■ Observations et diagnostics économiques ■ Ocde ■ Oil World ■ Option finance ■ Péninsule ■ Perspectives de l'alimentation Fao ■ Perspectives économiques de l'Ocde ■ Pétrole & gaz informations ■ Peuples en marche ■ Politique africaine ■ Politique étrangère ■ Problèmes économiques ■ Repères émergents ■ Revue Cambodge actualités ■ Revue d'économie du développement ■ Revue d'économie financière ■ Revue d'économie industrielle ■ Revue d'économie politique ■ Revue de la stabilité financière ■ Revue des concessions et délégations de service public ■ Revue des transports urbains ■ Revue des questions humanitaires ■ Revue du Trésor ■ Revue économique et sociale ■ Revue humanitaire ■ Revue Tiers monde ■ Rice Situation and Outlook Report ■ Santé et travail ■ Savings and Development Sciences ■ Journal sécheresse ■ Small Enterprise Development Journal ■ Sociétal ■ Sugar and sweetener ■ Syfia international ■ Systèmes solaires ■ Techniques financières et développement ■ Techniques culturelles simplifiées ■ Transports urbains ■ Transport international Urbanisme ■ Vietnam Investment Review ■ Villes en développement ■ Vivre autrement ■ World Bank Economic Review ■ World Bank Research Observer ■ World Development ■ World Economic and Financial Surveys ■ World Economic Outlook.

Responsable de la rédaction :

Robert PECCOUD

Coordination :

Chantal SARALLIER

Bertrand NORA

Réalisation :

Monique LAFFAITEUR

Chantal SARALLIER

Sylvie SCIANCALEPORE

Danièle SEGUI

Saisie/mise en page

Francine GILBERT